

L'Arche de Noé



# Noyan Tapan

Hebdomadaire

L'ESSENTIEL

Depuis le 4 Mai 1993

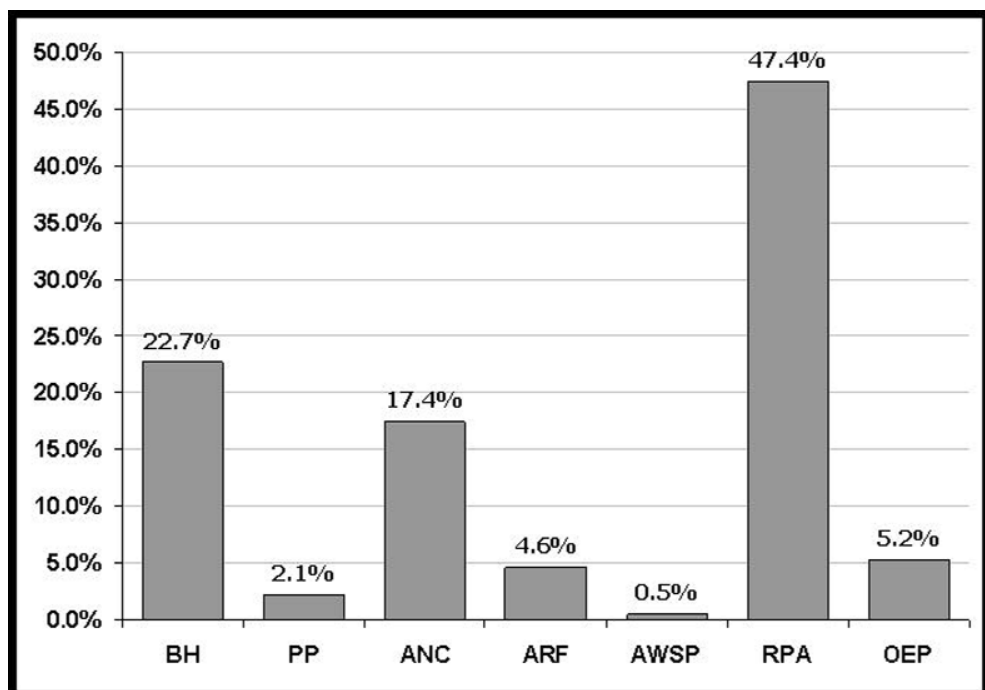
#22 (776)

8 Juin  
2009



Prix: 1000 drams

## Les résultats officiles des élections



Selon les résultats préliminaires rendus publics le 1er juin, 3 de 7 partis participant aux élections ont reçu le droit de participer à la formation des adjoints au maire d'Erévan.

Sur le photo: BH - Bargavatch Hayastan, PP - Parti Populaire, ANC - Congrès National Arménien, ARF - FRA Dachnaksutiun, AWSP - Parti Socialiste des Travailleurs Arméniens; RPA - Parti Républicain d'Arménie, OEP - Parti Orinats Yerkir.

## Sur les résultats du 31 mai

Par Haroutiun Khatchatrian

Les premières élections des adjoints au maire d'Erévan ont eu lieu. Par les résultats du vote du 31 mai trois de sept forces politiques ont dépassé le seuil de 7% (pour les alliances - 9%). Ce sont: le Parti Républicain d'Arménie, le parti Bargavatch Hayastan et l'alliance Congrès National Arménien d'opposition. Ce dernier a déjà déclaré qu'il ne reconnaissait pas les résultats de l'élection, c'est-à-dire, de nouveaux changements politiques s'attendaient.

1. Le présent vote était, peut-être, vraiment un progrès par rapport à toutes les votes des dernières années. Il est vrai qu'il y avait de violations, de violences et d'autres phénomènes désagréables, mais leur nombre était incomparablement moins qu'autrefois. Il en témoigne le nombre et le caractère d'alarmes publiés le même jour (ces dernières cédaient considérablement aux "chefs-d'oeuvre" du 19 février de l'année passée), ainsi

suite à la page 2

## Le CNA renonce aux mandats des adjoints au maire d'Erévan

Par Rita Karapétian, Narée Grigorian

Tous les membres élus par la liste du Congrès National Arménien (CNA) aux élections des adjoints au maire d'Erévan renoncent à leurs mandats, a déclaré au rassemblement du 1er juin le leader du CNA Lévon Ter-Petrossian. Selon lui, en tenant des élections de force, le président arménien Serge Sargssian "a brûlé tous les ponts", tout en perdant la possibilité d'atteindre du dialogue et de la solidarité publique avec l'opposition. Dorénavant, comme l'a déclaré L. Ter-Petrossian, l'opposition ne continuera sa lutte que par un seul slogan "Sergik, va-t'en".

Selon L. Ter-Petrossian, S. Sargssian qui essuie toujours une défaite dans la politique extérieure, peut "fêter une brillante victoire envers son peuple". Tout en affaiblissant de plus la structure de l'Etat du pays, il a reçu la possibilité de prolonger son pouvoir et d'affaiblir le pays. Par ces élections Serge Sargssian a également résolu les problèmes internes existant dans son environ-

nement, "il a puni, humilié et a mis à leurs places" le PBH, la FRAD et POY. En particulier, il a montré au président du parti "Bargavatch Hayastan" Gagik Tsarukian qu'il ne pouvait prétendre qu'au statut du petit frère de Gagik Béglarian ". Selon L. Ter-Petrossian, la démarche suivante sera le repartage du bien de G. Tsaroukian. Quant au parti "Orinats Yerkir", donc ce parti qui avait reçu 12% des voix des électeurs aux présidentielles de 2008 à Erévan en prenant une position d'opposition, a reçu 5% des voix à ces élections. C'était la réponse du peuple au "démarche de judas" du chef du parti Arthur Baghdassarian après les élections.

Faisant appel aux partisans du CNA de ne pas se décourager, L. Ter-Petrossian a déclaré que l'opposition continuerait la lutte jusqu'à atteindre son objectif: le renversement "de l'Etat de brigands". En même temps il a indiqué que l'administration du CNA ne prendrait jamais de décisions irréfléchies et ne mènerait pas le peuple vers l'aventurisme.

Au rassemblement suivant qui aura lieu le 12 juin, le CNA va

présenter ses projets futurs. Mais avant cela, l'opposition usera de toutes ses possibilités pour appeler les résultats des élections des adjoints du maire à Erévan.

"L'opposition radicale d'Arménie suivait jusqu'ici quelques buts principaux: libération des prisonniers politiques, formation d'un pouvoir légitime, révélation des événements du 1er mars. Cependant, aujourd'hui nous n'avons qu'un but: la démission de Serge Sargssian, ce qui à son tour résoudra tous lesdits problèmes", a déclaré le représentant du CNA Davit Chahnazarian. Selon lui, par les fausses élections du 31 mai des adjoints au maire d'Erévan le président Serge Sargssian a créé une situation plus grave non seulement pour lui, mais pour le pays également. Selon lui, il veut montrer à la société internationale que prétendent les forces qui ont réussi aux élections des adjoints au maire forment la silhouette interpolitique du pays, et que prétendent le peuple approuve la politique extérieure menée par le président. "On doit vous montrer ensemble notre posi-

suite à la page 2

## Serge Sargssian fait l'éloge des élections du 31 mai

Le président arménien Serge Sargssian a félicité les Parti Républicain d'Arménie, "Bargavatch Hayastan" et le Congrès National Arménien pour atteindre du succès aux élections des adjoints au maire d'Erévan, et



leur a souhaité du travail fructueux.

Selon S. Sargssian, la première pierre d'un nouveau système de gestion est posée par ces élections à Erévan, ce qui est un progrès sérieux dans la direction du renforcement des mécanismes démocratiques en Arménie. Dans son message de félicitations il a indiqué que les élections du 31

mai, et la phase préélectorale entière ont montré "qu'on avait réussi à résoudre une partie considérable de problèmes existants dans les processus électoraux et on s'était avancé dans la direction de la solution des autres problèmes". Par conséquent, selon S. Sargssian, ces élections étaient en réalité un pas en avant sérieux.

Le président a présenté sa position en matière des violations enregistrées dans certains bureaux de vote: "l'intérêt d'une ou de quelques personnes ne peut pas être plus haut que l'intérêt public, et les élections équitables sont l'intérêt absolu de l'Etat. Elles exigent non seulement l'exclusion de violations, mais aussi de la succession dans la question de la révélation et de l'élimination des violations. Donc notre demande est que tout cas de violation soit révélé, toutes les personnes coupables soient révélées et de diriger des poursuites contre eux en vertu de la loi".

Selon les résultats préliminaires des élections le Parti Républicain a reçu 47% des voix, grâce auquel son candidat Gagik Béglarian deviendra un maire électif.

## Amalya Kostanyan : De telles élections cyniques ne s'étaient pas tenues jusqu'ici en Arménie

Par Arev Hakobian

Si les élections du 31 mai des adjoints au maire d'Érévan se sont tenues telles qu'à la circonscription électorale No 8 de la commune Malatia, donc on peut dire que le système électoral en tant qu'un institut en Arménie s'est écroulé. Un tel point de vue a exprimé Amalya Kostanyan, cheffesse du centre anticorruption "Transparency International", lors de la conférence de presse du 1er juin, ajoutant qu'ils ont réalisé une mission d'observation dans tous les 33 bureaux de vote de la circonscription électorale No 8.

Selon elle, de telles élections illégitimes, immorales et cyniques ne s'étaient pas tenues jusqu'ici en Arménie.

"Ce qu'était passé hier, était déchirant. Ces élections ont bouleversé même nous en cas où nous avons travaillé dans ce domaine depuis plusieurs années et nous avons enregistré plusieurs cas illicites", a dit A. Kostanyan. Selon elle, on peut renoncer en général à l'idée de la tenue des élections formelles dans le pays et de proclamer le système "des autorités de clan et de quartier" en tant qu'un institut légitime en Arménie.

Elle a informé que toutes les violations possibles avaient eu



lieu pendant les élections du 31 mai. Selon A. Kostanyan, les élections de la circonscription électorale No 8 au moins doivent être

déclarées nulles.

En réponse à la question, comment commente-t-elle l'évaluation de la mission d'observation du Congrès des autorités locales et territoriales du CE que l'organisation générale des élections des adjoints au maire d'Érévan était conforme aux normes européennes, A. Kostanyan a déclaré que c'était de la politique et loin de la vérité.

Contrairement à "Transparency International", l'O.N.G. "Institut de la société libre", dont les 500 observateurs environ n'ont pas enregistré de violations aux élections, trouve

que les élections ont été tenues en conformité avec toutes les normes internationales : libres, équitables et transparentes.

Selon la déclaration du 1er juin de l'organisation, des tentatives de l'intervention aux travaux des bureaux de vote par les personnes de côté, les établissements d'Etat ou les corps du maintien de l'ordre, ainsi que des fraudes électorales n'ont pas été enregistrées dans les bureaux de vote, et les cas observés ont été principalement des imperfections techniques qui n'auraient pas pu prédéterminer le cours ou les résultats des élections.

## Observateurs du CE : Les élections se sont tenues au niveau satisfaisant, mais avec certaines imperfections

Par Narée Grigorian

La mission d'observation du Congrès des Autorités Locales et Territoriales du Conseil de l'Europe (CE) déclare que l'organisation générale des élections des adjoints au maire d'Érévan était conforme aux normes européennes. Comme l'a déclaré Nigel Mermagen, chef du groupe d'observation, lors de la conférence de presse du 1er juin, leur mission saluait les premières élections des adjoints au maire qui s'étaient tenues au niveau satisfaisant, mais

avec certaines imperfections. N. Mermagen a ajouté qu'un progrès avait été enregistré au cours des élections du 31 mai par rapport aux présidentielles de 2008. "Cependant, la démocratie ne se limite pas seulement par les élections : il devrait y avoir une culture électorale dans le pays. Les élections devraient également être simples et pures hors des bureaux de vote", a-t-il dit.

Bien que les journalistes aient demandés plusieurs fois concrètement quelles imperfections et omissions les observateurs

européens aient enregistrés, N. Mermagen ne les a pas mentionnés. Selon lui, ces imperfections seront présentées dans leur rapport final qui va être publié en octobre.

En réponse aux questions "Pourquoi les observateurs négligent le fait de la bastonnade de plusieurs journalistes le jour des élections" et "Pourquoi en visitant les bureaux de vote les observateurs ont parlé seulement avec les représentants des autorités", N. Mermagen a indiqué qu'il était désolé qu'une telle impression avait été formée auprès des journalistes.

## Le CNA renonce aux mandats des adjoints au maire d'Érévan

Début à la page 1

tion réelle", a déclaré le membre du CNA.

A son tour le coordinateur du CNA Lévon Zourabian a indiqué



Lévon Zourabian

que les autorités avaient une fois de plus prouvé qu'il leur était impossible à parler au moyen des bulletins de vote, et qu'ils parlent

seulement le langage de force. Il a fait appel aux rassemblés d'être prêts "aux actions décisives".

Selon Aram Sargssian, président du parti "Républicain", tous attendaient à ce que les autorités falsifient également les élections des adjoints au maire. Il a rappelé que le premier président avait promis de nettoyer les écuries d'Augias. "On a déjà précisé le champ interpolitique, il ne reste que les partis "Républicain" et "Bargavatch Hayastan", on va les nettoyer également", a dit A. Sargssian.

Le président du Parti Populaire Arménien Stépan Démirchian a déclaré que les autorités n'avaient pas changé de vue, elles continuaient à se fier à l'élément criminel. "Cependant, quels chiffres et intérêts vous allez déclarer, néanmoins, vous n'êtes pas légitimes", a-t-il déclaré, en s'adressant aux autorités.

## L'Azerbaïdjan entrave au développement des relations arméno-turques

Par Narée Grigorian

Une conférence à huis clos arméno-turque des politologues et journalistes a eu lieu à Istanbul les 26 et 27 mai consacrée aux relations des deux pays, ont informé Alexander Iskandarian et Karen Békarian, participants de la conférence, politologues, lors de la conférence de presse du 2 juin.

A. Iskandarian a, en particulier, indiqué qu'il ne pouvait pas rendre public des noms en raison de cet événement à huis clos, cependant il transmettrait la position générale des Turcs. Selon lui, la pensée politique turque est divisée en deux

parties. Un groupe d'intellectuels trouve qu'il faut se traiter avec l'Arménie sans conditions préalables, l'autre groupe est convaincu que le conflit du Haut-Karabagh doit être parallèlement résolu avec la normalisation des relations.

En réponse à la question, "La Turquie est-elle sincère dans ses aspirations, ou imite-t-elle?", A. Iskandarian a indiqué qu'en général, la politique présentait une suite logique d'imitations, de jeu et de critères doubles. "Quant à la Turquie, donc d'une part, elle a besoin d'améliorer les relations arméno-turques, d'autre part, de ne pas endommager les relations avec

l'Azerbaïdjan", a-t-il dit.

K. Békarian a indiqué à son tour que dans la question de l'établissement des liens arméno-turcs étaient intéressés non seulement les Etats-Unis, mais également l'Union Européenne, et la Russie essayait de ne pas entraver à l'établissement des relations. Et à quel point la Turquie est-elle sincère, selon lui, comme chaque Etat a son intérêt, il ne faut pas chercher de la justice, de l'intransigeance ou de la sincérité dans la politique. K. Békarian a ajouté que si la Turquie faisait de l'imitation, donc un jour elle en assumerait la responsabilité.

## Robert Avaguian présente ses raisons de quitter le Groupe de l'établissement des faits

La raison de la démission de Robert Avaguian, représentant de la coalition au pouvoir dans le Groupe des experts de l'établissement des faits chargé de l'étude des événements du 1er mars sont les relations tendues avec Andranik Kotcharian, représentant du Congrès National Arménien, a annoncé R. Avaguian, lors de la conférence de presse du 2 juin et a indiqué qu'au début ils entretenaient de bonnes relations, et la situation s'est aggravée au moment où il avait renoncé à "écrire quelques choses" sur les circonstances de la mort de l'officier de la police Hamlet Tadévossian, mort le 1er mars. Tout en précisant la raison de cette démarche, R. Avaguian a dit à A. Kotcharian : "Il serait mieux d'écrire car votre force politique le trompette beaucoup. En outre, les instituts ont

déjà dit leur point de vue. Il serait mieux de garder une attitude neutre dans cette question pour ne pas exercer de la pression sur vous, nous serons passifs, et vous, soyez



actifs".

Selon R. Avaguian, personnellement lui, il était contre l'envoi à la Commission ad hoc parlementaire de la conclusion sur les circonstances de la mort de H. Tadévossian car le groupe de

l'établissement des faits n'avait pas eu de la compétence à présenter une conclusion d'introduction à la commission. "Si A. Kotcharian et la représentante de l' "Héritage" Seda Safarian m'écoutait et ne l'envoyait pas, donc ce serait bon pour l'opposition, et les circonstances de la mort de 9 victimes auraient également été révélées", a-t-il souligné.

Tout en commentant la déclaration de l'ombudsman sur la nomination d'un nouveau représentant dans le groupe à la place de Vahé Stépanian, qui avait également présenté sa démission, R. Avaguian a indiqué que l'ombudsman n'était pas compétent à présenter un nouveau représentant. "Conformément à l'ordre du président arménien, les 5 membres du groupe de l'établissement des faits sont irremplaçables", a-t-il souligné.

## Sur les résultats du 31 mai

Début à la page 1

que les évaluations des spécialistes indépendants (par exemple le sociologue Aharon Adibékian et l'Ombudsman Armen Haroutiunian). Quelle est la raison de ce changement, c'est un sujet de conversation à part.

2. La deuxième conclusion résulte de ce qu'est mentionné ci-dessus. Le résultat des élections des adjoints au maire d'Érévan du 31 mai est équivalent à la force des partis principaux. Au moins l'image qualitatif est simple: le parti Républicain est plus forte que "Bargavatch Hayastan", ce dernier excède le CNA. Au moment donné c'est ainsi. Ce que le PRA a assuré son influence, disons, en asphaltant les cours à la veille du vote, et le parti "Bargavatch Hayastan", par exemple, par des promesses ou distribuant de l'argent, est secondaire. Au bout du compte tout cela est la partie de la campagne préélectorale de ces partis, et la législation du pays ne donne pas la possibilité de révéler du crime dans ces actions. Et les violations découvertes, même l'annulation des résultats dans certaines circonscriptions électorales ne changeront pas cet image qualitatif.

3. Le vote a révélé que les deux forces politiques influentes: Orinats Yerkir et FRA Dachnaksoutiun, ont principalement perdu leur électeurs. Le

général pour ces partis est que pendant leurs dernières élections ils ont fait des appels d'opposition, ensuite ils ont joint les autorités. En effet, les électeurs n'ont pas pardonné ces partis. Dachnaksoutiun n'était sorti de la coalition gouvernementale qu'en avril, donc il ne pouvait pas être perçu comme opposant. Quant à "Orinats Yerkir", donc pour moi personnellement il était inattendu même le 5% des voix qui ont été enregistrés le 31 mai à son profit. Le 29 février 2008 déjà, où le leader d'Orinats Yerkir Artur Baghdassarian, après avoir reçu 17% des voix grâce aux slogans d'opposition, (il ne cédait qu'à Serge Sargssian et Lévon Terpetrossian) est devenu le secrétaire du Conseil de sécurité de Serge Sargssian, j'ai écrit: "L'Arménie a manqué d'un parti". Cet article a été publié dans Noyan Tapan l'Essentiel le 24 mars 2008 où l'état d'urgence décrété le 1er mars a été levé.

4. Actuellement il est difficile de prévoir, dans quelle mesure le Congrès National Arménien va gagner de son défi de ne pas reconnaître les résultats du 31 mai. L'administration de Serge Sargssian, n'est pas évidemment si assuré. Probablement, une amnistie des détenus par l'affaire du 1er mars sera bientôt proclamé. Quel côté va en profiter de plus, c'est équivoque.

## Les revenus du budget de l'Etat d'Arménie ont diminué de 9,9%

Les revenus du budget de l'Etat de la RA en janvier - avril 2009 ont fait de plus de 195,4 milliards de drams (de près de 579 millions 358 mille de dollars), les dépenses ont fait 217,2 milliards de drams environ. Les 60% et 57,9%, respectivement, du projet semestriel précisé par le gouvernement arménien ont été assurés.

Selon les données du Département de l'Information et aux relations publiques du ministère des Finances de la RA, les revenus du budget de l'Etat ont diminué de 9,9% soit 21,5 mil-

liards de drams par rapport à la même période de l'année précédente. Cela est conditionné par la réduction des impôts de 15,9% soit 28,6 milliards de drams. Les paiements de la sécurité sociale obligatoire et les autres revenus ont augmenté, respectivement, de 483 millions de drams (de 1,6%) et de 4,1 milliards de drams (de 53%). Les subventions officielles ont fait de plus de 2,5 milliards de drams contre les 20,6 millions de drams de l'année précédente.

77,3% des revenus d'Etat sont formés grâce aux impôts, 15,4% -

aux paiements de la sécurité sociale obligatoire, 6,1% - aux autres revenus, et 1,3% - grâce aux subventions officielles. En conformité avec l'alinéa 18 de l'article 9 de la loi de la RA " Sur le budget de l'Etat 2009 de la République d'Arménie ", les ressources des fonds extrabudgétaires des établissements d'Etat ont été également incluses dans le budget de l'Etat dont les revenus ont fait 5,1 milliards de drams contre 4,6 milliards de drams de la même période de l'année précédente.

## 4,5 milliards de dollars nécessaire pour la construction de la nouvelle CN

Par Hasmik Hakobian

4,5 milliards de dollars seront dépensés pour la construction de la nouvelle centrale nucléaire en Arménie. Comme l'a annoncé Armen Movsisian, ministre de l'Energie et des ressources naturelles, aux journalistes le 3 juin, en raison de l'évaluation réalisée il y a 7 ou 8 ans on parlait d'une somme d'un montant totale de 800 millions de dollars. Cependant, selon le ministre, un certain nombre de facteurs, ainsi que la hausse brusque des prix des métaux sur le marché international ont contribué à l'augmentation de ladite somme.

Outre cela, selon A. Movsisian, la demande des centres nucléaires a augmenté dans le

monde entier, actuellement il y a une commande d'environ 50 nouvelles centrales nucléaires. Et comme il n'y a pas de puissance de la production des nœuds des équipements nucléaires dans le monde, cette demande aboutie à l'enrichissement des équipements, à l'augmentation de la demande des spécialistes appropriés et à la prolongation des durées de la mise en œuvre. " Cela a, naturellement, de l'impact sur les mécanismes de la fixation des prix ", a souligné le ministre.

A. Movsisian a informé qu'une centrale serait construite en Arménie qui aurait jusqu'à 1200 MW de puissance, un système passif de sécurité. Il a également noté qu'il y a beaucoup de travail à faire avant le début des travaux de con-

struction de la centrale : commande et installation des équipements.

Il est à rappeler que le consortium international "WorleyParsons" (Autriche) a remporté l'appel d'offres déclaré dans l'objectif de la réalisation du projet de construction de l'unité de production d'énergie nucléaire. Le gouvernement arménien et ladite organisation ont déjà signé un accord d'un montant total de 459,7 millions de dollars. Selon A. Movsisian, "WorleyParsons" fondera une société en Arménie dont 25%+1 actions appartiendront au gouvernement. Cela signifie que le gouvernement pourra participer au processus de la gestion de la nouvelle centrale nucléaire.

## "Ani-Tour"



L'Agence de Voyage organise des tours de 7 à 9 jours en Arménie historique

Pour information, contactez (091) 203-206 ou (094) 203-206, écrivez-nous par info@anitour.org ou bien visitez-nous à Erévan, rue Isahakian 28, chambre No 20

Ne manquez pas cette opportunité exclusive et réalisez vos rêves.

## Aucun Français n'est seul à l'étranger



Inscrivez-vous à l'Union des Français d'ARMENIE! Votez pour nos sénateurs! Nombreux avantages-conseils, assurances maladie!

BP 7 - EREVAN 0010  
Email: contact@ufe-am.com  
Tél: 091 512606 - 093 630621  
www.ufe-am.com

## Pour un Monde sans Menace Nucléaire

### Le Kazakhstan est fidèle à sa politique extérieure de paix

Par Nurbolat Alimbayev, Chargé d'affaires de la République de Kazakhstan à la République d'Arménie

Comme vous le savez, une conférence internationale sur le thème " L'énergie atomique et la sécurité énergétique ", s'est récemment tenue à Erévan dans le cadre du programme de l'OTAN " Les sciences pour la paix et la sécurité ". Des représentants de 14 pays tels que le Kazakhstan, l'Arménie, les États-Unis, la Russie, l'Estonie, la Géorgie, la Belgique, le Japon, la Croatie, la Biélorussie, l'Ukraine, l'Espagne, le Turkménistan et la Roumanie y ont pris part.

Il est à noter que le Kazakhstan a de sérieuses raisons pour participer à de tels événements. Tout d'abord, une initiative est sérieusement en élaboration à présent au Kazakhstan selon laquelle il sera proposé à la communauté internationale d'installer sur le territoire de notre pays une banque internationale du combustible nucléaire, et toute une série de pays a déjà positivement répondu à l'initiative pareille du Kazakhstan, car, en premier lieu, le Kazakhstan dispose dans le monde entier d'une image positive dans la question de la non-prolifération des armes nucléaires, et, en seconde lieu, dans notre pays depuis un demi-siècle déjà il existe une industrie nucléaire de paix assez développée dont la présence n'a jamais engendré de problèmes écologiques plus ou moins sérieux. Les représentants haut placés de l'AIEA se sont d'or et déjà déclarés prêts à accepter la proposition du Kazakhstan.

Le Kazakhstan aspire toujours au renforcement de la coopération

avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) dans le cadre de sa politique sur l'énergie nucléaire, la non-prolifération et le désarmement nucléaire. Producteur principal du minerai d'uranium et disposant d'un important potentiel dans le domaine de la production du combustible nucléaire, l'administration de notre pays a l'intention d'élargir la coopération avec d'autres pays pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques dans le cadre du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et l'AIEA.

L'exemple concret d'une telle intention est la coopération du



Nurbolat Alimbayev

Kazakhstan avec la Fédération de Russie qui a créé le Centre international d'enrichissement de l'uranium (CIEU) sur la base de l'usine de l'enrichissement de l'uranium d'Angarsk.

La participation du Kazakhstan à ce projet vise l'assistance à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques en garantissant l'accès égal de tous les États intéressés à l'énergie atomique. Dans ce con-

texte, le Kazakhstan soutient la proposition de la Russie sur la création d'un stock d'uranium peu enrichi au CIEU.

Le Kazakhstan soutient le développement de l'énergie nucléaire assurant l'accès complet aux technologies nucléaires pacifiques et à la réduction des risques possibles de la diffusion des technologies sensibles au cycle de combustion nucléaire. C'est selon cette même démarche que l'administration de notre pays soutient les critères mentionnés dans le discours du Directeur général de l'agence à la séance du 2 mars du Conseil des gestionnaires de l'AIEA, à savoir qu'aucun système ne doit avoir de caractères politiques ou discriminatoires, et être accessible à tous les États respectant les engagements prévus par les accords de garanties.

La transmission du matériau nucléaire doit être définie par les critères non politiques et être appliquée de manière objective et régulière ; aucun Etat ne peut être contraint de renoncer à ses droits selon le Traité (TNP) en relation avec la phase du cycle de combustion nucléaire.

Le Kazakhstan a salué la proposition de l'ancien sénateur des États-Unis Sam Nunn émise de la part de l'organisation de bienfaisance "Nuclear Threat Initiative", sur la création d'une banque du combustible nucléaire de l'AIEA pour que les Etats membres de cette dernière, qui ne peuvent pas acheter du combustible nucléaire sur les marchés mondiaux pour certaines raisons politiques, puissent se servir de cette banque.

Le 6 avril dernier, le Président



Par Hasmik Hakobian

Comme l'a déclaré Gagik Kotcharian, chef du département



Gagik Kotcharian

de commerce et de marchés efficients du Ministère de l'Economie de la RA, lors de la conférence de presse du 1er juin, de négociations sont en train de s'effectuer entre la société russe "Alrossa" et le gou-

## A YEREVAN-CENTRE

### APPARTEMENTS-RESIDENCE YEZEGUELIAN

Prix à la semaine - 250 Euros

DANS LE PARC DE L'HOTEL CONGRESS  
YEREVAN: 3749-3-672452 et 3749-1-739191  
e-mail: yezeguelian@aol.com  
Fax: 010-542-518

BUREAU A PARIS  
34 A. Champs-Élysées  
Tél: 01-43-59-65-19

## L'Arménie obtindra de la Russie un crédit de 100 millions de dollars

vernement arménien, afin de réaliser l'importation de matières premières de diamant en Arménie, dans le cadre du crédit.

Le chef du département a annoncé que le crédit de 100 millions de dollars était un crédit particulier, qui n'avait rien à voir avec celui de 500 millions de dollars.

Selon G.Kotcharian, la première étape des négociations avec "Alrossa" a été menée à bonne fin.

Dans le plus bref délai, la délégation arménienne partira pour la Russie afin de continuer les négociations, ainsi que pour préciser les cotations pour les importations des diamants.

G.Kotcharian espère que la question de l'importation de diamants russes aboutira à une certaine solution jusqu'à la fin du mois de juin.

suite à la page 4

## Une historienne allemande dévoile la propagande turque sur les juifs



De Harut Sassounian  
Édité par The California Courier  
Editorial de Sassounian du 4 juin 2009

Pendant des années, le gouvernement turc et ses propagandistes attirés ont prétendu que tout au long de l'histoire les juifs ont été bien traités en Turquie.

Comme ces dernières années, la Turquie a subi une intense pression internationale pour reconnaître le génocide arménien, les responsables turcs ont décidé de présenter une image plus positive de leur pays en forçant les leaders juifs locaux à émettre des déclarations publiques indiquant que leur communauté avait toujours vécu en paix et avait prospéré pendant des centaines d'années.

Les responsables juifs de Turquie se sont acquittés des dictats du gouvernement turc avec obéissance, afin d'assurer la sécurité de leur communauté et de sauvegarder leurs propres intérêts en affaires.

Cependant très peu de recherches ont été faites sur les conditions réelles de la commu-

nauté juive dans l'Empire ottoman et dans la République de Turquie. L'historienne allemande Corry Guttstadt a récemment comblé le vide en publiant une étude complète de 520 pages sur les actes répréhensibles de la Turquie pendant l'Holocauste. Le titre en allemand du livre est : "Die Türkei, die Juden und der Holocaust" (La Turquie, les Juifs et l'Holocauste). Basée sur des documents d'archives situés dans divers pays européens, l'étude a pu documenter le destin tragique des juifs de Turquie pendant l'Holocauste.

Dans une interview menée par Sonja Galler et postée sur le site www.Qantara.de, Guttstadt explique pourquoi la communauté juive de Turquie est passée de 150000 personnes pendant la Première Guerre mondiale à seulement 20000 aujourd'hui.

"Décrire l'Empire ottoman comme un 'paradis multiculturel' est absurde et non historique", dit Guttstadt. "En tant que non musulmans, les juifs étaient sujets à des contraintes sans nombre. Comme les chrétiens, ils devaient payer un impôt et ils étaient obligés de se conduire de manière soumise envers les musulmans."

Ayant été témoins du génocide arménien, les juifs étaient terrifiés

à l'idée de subir le même sort. Pour garantir leur sécurité et leur survie, les juifs ont fait tout ce qui était possible de faire, y compris se convertir à l'islam, pour prouver qu'ils étaient des sujets turcs loyaux.

"La plupart des juifs se considéraient à l'origine comme des alliés du mouvement kémaliste et attendaient beaucoup de la nouvelle République", explique Guttstadt. "Ces espoirs ont été rapidement balayés, parce que malgré leurs tentatives d'adaptation et leurs déclarations de loyauté, les juifs sont vite devenus la cible du nationalisme rigide de la jeune république. L'une des politiques définissant la nouvelle république était la 'Turquisation' de l'état, de l'économie et de la société", déclare Guttstadt. Ce qui eut comme résultat que les juifs furent "successivement écartés d'un certain nombre de professions et de secteurs de l'économie. Ce qui a motivé de nombreux juifs à émigrer" de Turquie.

Dans la période de l'entre-deux-guerres, l'intolérance allait croissante en Turquie envers les juifs et les autres minorités. Selon Guttstadt, "des tracts antisémites comme 'Le Protocole des sages de Sion' avaient atteint la Turquie et avaient été traduits dans les années

1930. Suite à une visite en Allemagne, Cevat Rifat Atilhan, que l'on pourrait décrire comme le père de l'antisémitisme islamique en Turquie, a commencé à publier le journal antisémite, Milli Inkilap (Révolution nationale) à Istanbul, qui contenait des caricatures antisémites qui étaient directement tirées du journal nazi, Der Stürmer. Le 'Protocole des Sages de Sion' et 'Mein Kampf' ont été réédités maintes fois à ce jour. Les mesures nationalistes n'ont pas uniquement affecté les juifs, mais aussi les Kurdes, les Arméniens et les Grecs, et elles incluaient des relocations forcées, le soi-disant 'impôt sur la richesse' -- qui a conduit à la confiscation des biens de ceux qui n'étaient pas en mesure de payer les sommes astronomiques et arbitraires fréquemment exigées -- ainsi que des camps de travaux forcés en Anatolie orientale."

Avant la Première Guerre mondiale, près de 30000 juifs turcs se sont enfuis en Europe pour échapper aux traitements injustes et parfois brutaux qu'ils subissaient chez eux. Ils ne savaient pas qu'un destin encore plus tragique les attendait. En 1942, l'Allemagne nazie avait demandé à Ankara de faire partir ses citoyens juifs des territoires occupés par le Reich

allemand, afin qu'ils ne soient pas rassemblés avec les autres juifs d'Europe. Ankara a cependant refusé de leur permettre de revenir en révoquant leur citoyenneté turque. Le résultat fut que plusieurs milliers de juifs turcs moururent après avoir été internés dans les camps de concentration allemands.

Guttstadt dévoile également le mensonge si souvent répété : la Turquie aurait fourni un abri sûr à de nombreux juifs européens pendant l'Holocauste. Elle déclare que certains consuls turcs dans des pays européens, qui sont intervenus pour obtenir la libération des juifs turcs incarcérés, ne l'ont pas toujours fait "pour des raisons purement humanitaires", mais "pour se remplir les poches."

Le livre révélateur de Corry Guttstadt devrait être traduit et publié en plusieurs langues principales afin d'exposer les politiques racistes et criminellement négligentes du gouvernement turc vis-à-vis de ses citoyens juifs pendant l'Holocauste.

©Traduction C.Gardon pour le Collectif VAN - 3 juin 2009 - 14 :10 - www.collectifvan.org

## Pour un Monde sans Menace Nucléaire

### Le Kazakhstan est fidèle à sa politique extérieure de paix

#### Début à la page 3

du Kazakhstan Noursultan Nazarbayev a déclaré qu'en cas de création d'une telle banque, le Kazakhstan qui avait signé le TNP et avait volontairement refusé les armes nucléaires, pourrait examiner la possibilité de son installation sur son territoire.

Je voudrais souligner que dès les premiers jours de l'indépendance, la République du Kazakhstan a reconnu le caractère pacifique de la politique extérieure de notre jeune État, visant à la création d'une atmosphère de confiance mutuelle, au renforcement et à l'extension de la coopération avec tous les pays et les organisations internationales pour la sécurité, la stabilité et la prospérité.

Le 23 mai 1992, à Lisbonne, le Kazakhstan s'est engagé à joindre le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU le 12 juin 1968 et regroupant actuellement plus de 180 États, par lequel il s'est pratiquement engagé de jure au renoncement volontaire à son arsenal nucléaire qui se classe au quatrième rang mondial. Il est à rappeler que le but principal de ce traité est le renforcement de la sécurité de tous les pays au moyen de la prévention de la diffusion des armes nucléaires et de ses technologies, et un encouragement à la coopération dans le domaine de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, certes, sous le contrôle international.

Le 13 décembre 1993, le Conseil suprême (le Parlement) du Kazakhstan a ratifié le TNP. Un an plus tard, le 5 décembre 1994, au sommet de l'OSCE à Budapest, la Fédération de Russie, les États-Unis et le Royaume-Uni ont signé un Mémoire de

garanties destiné au Kazakhstan en relation avec son adhésion au TNP en tant qu'État ne disposant pas d'armes nucléaires. (Ensuite, ces mêmes garanties ont été données à notre pays par la Chine et la France). Cela signifie que le monde a reconnu le Kazakhstan comme ayant totalement rempli ses obligations de retrait de toutes armes nucléaires de son territoire.

Je voudrais spécialement indiquer que dès le premier jour où le Kazakhstan est devenu membre du TNP, notre pays s'est acquitté clairement des engagements prévus par cet important document.

La République du Kazakhstan a une position tout à fait claire sur la question prévoyant qu'un désarmement nucléaire graduel est inévitable dans le cadre de l'exécution rigoureuse des engagements du traité par tous les pays participants, sans exception, possédant ou non l'arme nucléaire.

Pendant la conférence des pays concernés par le TNP en 1995 et en 2000, un important document sur "Les principes et les objectifs de la non-prolifération des armes nucléaires et du désarmement" fut adopté et encouragea la création de zones exemptes d'armes nucléaires (ZEAN) en tant que priorité, dans la mesure où elles le sont, selon nous, le moyen le plus efficace, d'atteindre le but suprême d'une sécurité nucléaire globale. Et nous soutenons entièrement ce document.

Je suis fier de dire que la lutte du Kazakhstan en tant qu'État souverain contre la menace nucléaire a commencé bien avant tout cela.

Le 29 août 1991, juste 42 ans après le premier essai de l'arme atomique sur le polygone de Semipalatinsk, le Président Noursultan Nazarbayev a signé le décret sur la clôture de ce polygone des armes atomiques, ce qui était

entièrement conforme aux attentes du peuple qui avait vécu des pertes irréremédiables pendant quatre décennies d'essais des armes atomiques, ainsi qu'aux intérêts de l'humanité entière.

A l'occasion du jubilé de la conférence internationale consacré au 20e anniversaire du mouvement antinucléaire au Kazakhstan qui a récemment eu lieu à Almaty sur le thème "Le XXI siècle - sans l'arme nucléaire", le leader permanent du mouvement, le célèbre poète Oljas Suleymenov, jugeant que ce décret



Que cette explosion soit la dernière...

était un acte de courage personnel de la part du leader du pays, a indiqué que c'était le premier document qui avait annoncé au monde la souveraineté du Kazakhstan.

Entré dans l'histoire comme Polygone nucléaire de Semipalatinsk, il est déjà connu pour son

rôle "antinucléaire" ; le Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale (ZEAN), signé dans cette ville le 8 septembre 2006, par les ministres des Affaires étrangères du Kazakhstan, d'Ouzbékistan, du Turkménistan, du Kirghizstan et du Tadjikistan, est récemment entré en vigueur. La signature et la ratification de ce traité, sont certainement la suite logique de nombreuses initiatives du Président Noursultan Nazarbayev visant à la prévention des conflits, au renforcement de la sécurité régionale et internationale.

Le premier ZEAN fut signé en 1967 et comprenait tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Puis, trois autres zones furent créées sur la base d'accords dans le Sud Pacifique (1985), en Asie du Sud-Est (1995) et en Afrique (1996). La zone exempte d'armes nucléaires d'Asie Centrale (ZEANAC) devint la cinquième.

À notre avis, le Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale (ZEAN) possède, sans exagération, une série de particularités uniques qui le distinguent d'autres zones semblables.

Premièrement : Aucune des zones dénucléarisées ne possède d'armes nucléaires.

Deuxièmement : Seul le ZEANAC est un territoire entièrement entouré de terres et se trouvent entièrement dans l'hémisphère nord.

Troisièmement : Cette zone est voisine d'États possédant l'arme nucléaire.

Quatrièmement : C'est la première fois que le traité sur la ZEAN comprend des obligations selon lesquelles les pays participants doivent entièrement se soumettre au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et au protocole additionnel de l'AIEA. En outre, selon ce traité, les installations nucléaires pacifiques des pays participants doivent être conformes aux normes internationales.

Cinquièmement : Une partie intégrante de ce traité est un pro-

toque sur les soi-disantes garanties négatives, selon lesquelles les puissances nucléaires s'engagent à ne pas utiliser l'arme nucléaire et à ne pas menacer de son utilisation tout pays signataire du traité.

Ce document historique est le résultat neuf années d'efforts de cinq États d'Asie centrale depuis la signature par leurs leaders le 27 février 1997 de la Déclaration d'Almaty, par laquelle, tout en exprimant leurs préoccupations en matière d'écologie, suite à l'utilisation des installations nucléaires par l'URSS pendant la "guerre froide", ils approuvaient entièrement la création de la ZEAN en Asie centrale. Le Kazakhstan considère la signature du Traité et son entrée en vigueur comme une contribution importante à la non-prolifération de l'arme nucléaire, au renforcement de la sécurité régionale et internationale.

En conclusion je voudrais attirer l'attention des lecteurs honorables sur le fait que, malgré la décision de 1995 sur la prolongation illimitée du TNP, soutenue sans condition par le Kazakhstan, à présent, malheureusement, un ralentissement du processus de désarmement nucléaire est observé. Et dans ces conditions, hélas, de nouvelles menaces émergent, telles que, par exemple, l'essai souterrain de l'arme nucléaire et le lancement de quelques missiles en provenance de la Corée du nord, en violation de la résolution No1718 du Conseil de Sécurité (CS) de l'ONU qui se sont tenus il y a quelques jours. Et ces actions ont été strictement condamnées par le CS, ainsi que par une quarantaine d'États européens et asiatiques, y compris le Kazakhstan.

Dans ces conditions, l'unification des efforts de tous les pays du monde, y compris de nos deux pays - amis - le Kazakhstan et l'Arménie, pour l'objectif de la libération définitive de l'humanité entière de la menace nucléaire, acquiert, en effet, une importance vitale.



Directeur Général: Tigran Haroutiunian  
Rédacteur en chef: Haroutiun Khachatryan  
Traductrice: Nona Petrossian  
Directeur de Publication: Marina Haroutiunyan  
Mise en Forme: Hayk Hovhannissian

Editeur: Noyan Tapan SARR  
N°28 Rue Isahakian, Erevan, 0009  
République d'Arménie  
Date et N° de Régistre:  
15.12.1995; 273.110.00512  
Tirage: 1000 copies  
Tel:(37410) 56-59-65, Fax:(37410) 52-43-18  
E-mail: contact@nt.am  
URL: www.nt.am

L'édition Française de Noyan Tapan L'essentiel est sponsorisée par Mr. Raymond Yézéguelian.